



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES



Les Finances publiques

Au cœur de l'État,
au service de tous,
partout sur le territoire

Cahier statistiques 2024

Les Finances publiques, au service des usagers

L'ACCUEIL DES USAGERS PARTICULIERS ET PROFESSIONNELS (en millions)

	2022	2023	2024
Nombre d'usagers particuliers reçus aux guichets pendant les campagnes fiscales (hors rendez-vous)			
Campagne déclarative	2,2	2,5	2,3
Campagne des avis	3,3	3,7	3,4
Nombre d'appels reçus sur les plateformes			
Numéro d'assistance aux usagers	10,5	13,5	10,6
Service des retraites de l'État (pensionnés et agents de l'État en activité)	0,8	0,9 ⁽¹⁾	0,8
Nombre de contacts par messageries			
Courriels reçus sur les balf ⁽²⁾ dans les services des impôts des particuliers	4,4	3,6	3,0
Courriels reçus sur les balf ⁽²⁾ dans les services des impôts des entreprises	5,7	5,2	4,1
Courriels reçus dans le service des retraites de l'État	0,3	0,3	0,3
Messagerie sécurisée sur <i>impots.gouv.fr</i>	13,5	19,0	17,1
dont messagerie sécurisée des particuliers	12,3	16,9	14,6
dont messagerie sécurisée des professionnels	1,2	2,1	2,4
TOTAL	40,8	48,7	41,6

1 Donnée actualisée.

2 Boîtes aux lettres fonctionnelles.

LES PUBLICS DE LA DGFIP ET LES SERVICES EN LIGNE (en millions)

	2022	2023	2024
Site <i>impots.gouv.fr</i> - Particuliers			
Visites sur le site (espace public) dans l'année	262,1 ⁽¹⁾	357,7	331,7
Nombre total d'espaces particuliers créés	39,8	42,6	44,2
Nombre de connexions à <i>impots.gouv.fr</i> via FranceConnect	25,7	16,8 ⁽²⁾	26,4
Simulations du calcul de l'impôt sur le revenu (espace public)	11,9	12,7	16,3
Accès à l'espace particulier sur le site <i>impots.gouv.fr</i>	227,0	271,0	224,7
Déclarations des revenus en ligne (espace particulier et EDI IR)⁽³⁾	29,0	29,6	30,2
Déclarants des revenus en ligne (espace particulier et EDI IR)⁽³⁾	23,9	24,5	25,2
Déclarations taxées en automatique	10,8	10,8	10,6
Déclarations des revenus corrigées en ligne après réception des avis (espace particulier) en nombre	0,6	0,6	0,6
Adhésions totales au paiement dématérialisé des impôts (espace particulier) ⁽⁴⁾	3,0	2,7	2,8
Paiements en ligne (espace public ⁽⁵⁾ et espace particulier)	14,5	11,4	11,5
Nombre d'actions sur le service de gestion du prélèvement à la source	6,2	6,6	6,5
dont nombre d'actions faites en ligne par les usagers	5,4	6,0	6,0
dont nombre d'actions faites par les agents pour le compte des usagers	0,7	0,6	0,5
Usagers ayant opté pour la dématérialisation totale (déclaration des revenus et avis d'impôt)	14,4	14,7	14,6
Requêtes effectuées sur le service « Rechercher des transactions immobilières »	3,0	2,9	2,4
Application mobile <i>impots.gouv</i>			
Nombre de téléchargements de l'application <i>impots.gouv</i> dans l'année	3,0	3,1	3,7
Déclarants des revenus sur l'application mobile <i>impots.gouv</i>	-	-	0,5
Déclarations des revenus sur l'application mobile <i>impots.gouv</i> ⁽⁶⁾⁽⁷⁾	-	-	0,6
Paiements (en nombre)	1,9	1,6	1,6
Site <i>impots.gouv.fr</i> - Professionnels			
Nombre total d'espaces professionnels créés	6,1	6,9	7,6
Accès à l'espace abonné des professionnels	43,1	59,2	58,5

1 En raison de modifications techniques intervenues sur le site *impots.gouv.fr*, le décompte statistique est incomplet pour l'année 2022.

2 Le fournisseur d'identité Ameli, principal contributeur FranceConnect avec la DGFIP, n'était pas autorisé pour l'accès à l'espace particulier *impots.gouv.fr* pour la période courant d'août 2022 à mars 2024.

3 EDI (Échange de données informatisé) désigne le transfert automatisé et standardisé de documents.

4 Site + smartphone.

5 Site + smartphone hors CFE (cotisation foncière des entreprises).

6 Création du site en 2024.

7 Un même déclarant peut faire plusieurs déclarations.

	2022	2023	2024
Site <i>portailpro.gouv.fr</i> – Professionnels (en milliers)⁽¹⁾			
Nombre d'espaces professionnels créés	704,6	857,0	1054,0
Accès à l'espace abonné des professionnels	122,5	671,0	829,0
Site <i>collectivites-locales.gouv.fr</i>			
Visites	4,7	5,3	5,9
Site <i>payfip.gouv.fr</i> (en nombre)			
Paiements de produits via le portail <i>payfip.gouv.fr</i>	6,8	7,7	8,2
Paiements de produits via le portail des entités publiques raccordées à <i>payfip.gouv.fr</i>	16,9	18,8	19,6
Total des paiements <i>payfip.gouv.fr</i>	23,7	26,5	27,8
Site <i>amendes.gouv.fr</i> (en nombre)			
Paiements des amendes	11,8	13,2	11,8
Application mobile <i>amendes.gouv</i> (en nombre)			
Paiements des amendes	2,6	1,9	2,5
Site <i>stationnement.gouv.fr</i> (en nombre)			
Paiement du forfait de post-stationnement	5,6	6,1	7,2
Ventes en ligne de timbres fiscaux électroniques²			
Achats de timbres fiscaux électroniques (nombre de timbres)	6,8	7,5	6,6
Achats de timbres fiscaux électroniques (montant total des timbres)	426	481	430
Taux des formalités payables par timbre électronique	100 %	100 %	100 %
Site <i>cadastre.gouv.fr</i>			
Visites cumulées sur le site	27,3	27,2	27,7
Site <i>encheres-domaines.gouv.fr</i>			
Visites sur le site	4,2	4,2 ⁽³⁾	4,5
Site <i>dons.encheres-domaine.gouv.fr</i>			
Visites sur le site (en milliers)	66,0	101,2 ⁽³⁾	153,1

1 Création du site en 2022.

2 Hors justice et VLS/TS (visa long séjour valant titre de séjour).

3 Données corrigées.

	2022	2023	2024
Site <i>recherchesuccessionsvacantes.impots.gouv.fr</i>⁽¹⁾			
Visites sur le site (en milliers)	122,0	131,2	124,1
Site <i>retraitesdeletat.gouv.fr</i>			
Visites cumulées sur le site ⁽²⁾ (en milliers)	600	400	400
Site <i>ensap.gouv.fr</i>			
Nombre de comptes créés (en milliers)	400	400	300
Nombre total de comptes	3,6	4	4,3
Site <i>rejoindrelesfinancespubliques.gouv.fr</i>⁽³⁾			
Visites sur le site (en millions)	-	1,2	3,0

1 Création du site en mars 2022.

2 Le nombre de visites et de comptes créés est artéfactuelle et lié au recueil de l'accord des internautes pour l'utilisation des cookies.

3 Création du site en avril 2023.

LA DÉMATÉRIALISATION DU PAIEMENT DES IMPÔTS

Impôts des particuliers

2022 2023 2024

Taux de paiement dématérialisé (hors impôt sur le revenu du fait de la mise en œuvre du prélèvement à la source)⁽¹⁾

Taxe d'habitation⁽²⁾⁽³⁾

Mensualisation	27,4 %	13,1 %	14,7 %
Prélèvement à l'échéance	20,7 %	19,7 %	24,9 %
Paie ment sur Internet	28,4 %	22,5 %	25,6 %
TOTAL	76,5 %	55,3 %	65,3 %

Taxes foncières

Mensualisation	34,6 %	34,9 %	35,6 %
Prélèvement à l'échéance	30,2 %	30,1 %	30,7 %
Paie ment sur Internet	24,3 %	24,7 %	24,9 %
TOTAL	89,1 %	89,7 %	91,2 %

Tous impôts

Mensualisation	32,6 %	32,6 %	33,4 %
Prélèvement à l'échéance	27,6 %	29,0 %	30,1 %
Paie ment sur Internet	25,4 %	24,4 %	25,0 %
TOTAL	85,6 %	86,0 %	88,5 %

Impôts des professionnels

2022 2023 2024

Part acquittée par télé règlement

Impôt sur les sociétés	99,7 %	98,3 %	98,1 %
TVA	99,7 %	99,9 %	99,9 %
Taxe sur les salaires	96,5 %	97,4 %	97,6 %

1 Ce tableau présente le taux de paiement dématérialisé des impôts des particuliers basé sur le nombre de contrats actifs (avec au moins un prélèvement rattaché à une imposition) et le nombre de paiements en ligne pendant une année N, rapporté au nombre de contribuables imposés de cette même année N.

2 En 2022, en raison de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public, les contrats de prélèvement mensuel et à l'échéance correspondant à des taxes d'habitation à zéro ont été retranchés du nombre des contrats actifs, ainsi que du nombre de contribuables imposés en 2022.

3 En 2023, la taxe d'habitation concerne uniquement les résidences secondaires. Les contrats de prélèvement mensuel correspondant à des taxes d'habitation à zéro ont été retranchés du nombre des contrats actifs, ainsi que des contribuables imposés en 2023.

LES REMBOURSEMENTS ET DÉGRÈVEMENTS EFFECTUÉS PAR LA DGFIP (en millions d'euros)

Impôts d'État	2022	2023	2024
Impôt sur le revenu ⁽¹⁾	20 793	23 487	26 464
Impôt sur les sociétés	24 646	25 887	25 833
TVA	70 722	77 613	78 547
Autres	9 622	10 336	15 679
TOTAL	125 783	137 323	146 523

Impôts locaux	2022	2023	2024
Contribution économique territoriale ⁽²⁾	3 934	1 892	1 100
Taxes foncières	1 925	2 069	2 111
Taxe d'habitation ⁽³⁾	681	696	1 255
Autres	443	467	490
TOTAL	6 983	5 124	4 955

1 À compter de 2023, les restitutions d'excédents de prélèvement de solidarité sont comptablement isolées des remboursements et dégrèvements d'impôt sur le revenu, pour 0,5 Milliard d'euros. Ainsi le périmètre 2023 des remboursements et dégrèvements d'impôt sur le revenu est diminué de 0,5 Milliard d'euros par rapport aux périmètres 2022 et 2021.

2 Du fait de la suppression en 2021 de la part régionale, puis de la budgétisation à compter de 2023 de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, le dégrèvement barémique a progressivement été réduit, jusqu'à sa suppression en 2023.

3 L'augmentation de 0,6 Milliard d'euros des dégrèvements en 2024 s'explique par la mise en œuvre du nouveau processus de taxation à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS). Cet effet, déjà présent en 2023, était alors compensé par la diminution du contentieux lié à la taxe sur les résidences principales.

LES SERVICES FINANCIERS

Les dépôts de fonds au trésor

2022 2023 2024

Nombre de comptes

État	6 792	6 574	6 547
Établissements publics	14 728	15 687	16 088
Secteur public local	51 011	53 504	55 463
Autres (Chambres de commerce et d'industrie...)	1 439	1 478	1 348
Opérateurs « dépenses d'avenir »	91	92	89
Comptes de placement rémunérés	9	6	3
Contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM)	85	93	100
TOTAL	74 155	77 434	79 638

Encours (en millions d'euros)

État	1 697	1 869	2 097
Établissements publics	50 486	43 982	39 186
Secteur public local	1 606	1 586	1 918
Autres (Chambres de commerce et d'industrie...)	11 086	11 961	12 558
Opérateurs « dépenses d'avenir »	36 757	37 131	37 416
Comptes de placement rémunérés	271	429	376
Contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM)	31 439	24 600	27 422
TOTAL	133 342	121 558	120 973

Activité de prestataires de services pour la caisse des dépôts **2022** **2023** **2024****Nombre de comptes**

Professions juridiques (notaires...)	23 890	24 876	25 180
Administrateurs et mandataires judiciaires	5 254	5 024	4 364
Personnes physiques (y compris protégées par la loi)	303 ⁽¹⁾	489	380
Huissiers	3 431	3 568	3 621
Organismes sociaux	571	570	578
Offices publics de l'habitat (OPH)	1 005 ⁽²⁾	1 201	1 202
Autres clientèles	3 659	4 217	4 523
TOTAL	38 113	39 945	39 848

Encours (en millions d'euros)

Professions juridiques (notaires...)	46 072	38 733	38 864
Administrateurs et mandataires judiciaires	6 620	6 889	7 204
Personnes physiques (y compris protégées par la loi)	2 ⁽¹⁾	2	1
Huissiers	506	540	513
Organismes sociaux	97	81	91
Offices publics de l'habitat (OPH)	1 559 ⁽²⁾	1 267	1 640
Autres clientèles	409	494	795
TOTAL	55 265	48 006	49 108

Consignations

Nombre	604 946	603 302	602 685
Encours (en millions d'euros)	4 008	4 119	4 224

1 Les variations constatées sur les données relatives aux personnes physiques sont liées pour l'essentiel à des fermetures de comptes personnels des professions juridiques (opérations de clôtures de comptes).

2 Les variations sont dues à des modes de comptages différents opérés par la Caisse des dépôts et consignations en 2022 (OPH notamment).

LA PUBLICITÉ FONCIÈRE ET L'ENREGISTREMENT

Publicité foncière	2022	2023	2024
Publications			
Ventes	1 939 491	1 488 604	1 313 726
Inscriptions	1 015 126	712 651	603 649
Radiations, mentions et saisies	509 508	544 632	426 837
Autres ⁽¹⁾	1 160 617	1 122 793	1 079 667
TOTAL	4 624 742	3 868 680	3 423 879
Demandes de renseignements et de copies			
Demandes de renseignements déposées dans les services	5 291 106	1 336 967	566 439
Demandes de renseignements déposées via ANF ⁽²⁾	2 553 288	5 143 106	5 552 408
Demandes de copies de fiches et documents	469 145	749 863	678 541
TOTAL	8 313 539	7 229 936	6 797 388
Travaux particuliers			
Procès-verbaux de remembrement	3 209	4 233	3 842
Procès-verbaux de remaniement	25 352	31 227	29 074
Ordonnances d'expropriation	2 740	2 176	3 288
TOTAL	31 301	37 636	36 204
TOTAL GÉNÉRAL	12 969 582	11 136 252	10 257 471
dont formalités télé@ctées ⁽³⁾	8 756 821	4 440 465	3 259 968
Soit en %	67,5 %	39,9 %	31,8 %

1 Attestations après décès, donations-partages, attestations rectificatives, etc.

2 Déploiement de l'accès des notaires au fichier immobilier (ANF) à partir d'octobre 2021 à juillet 2023

3 Hors demandes de renseignement déposées via ANF.

Enregistrement⁽¹⁾	2022	2023	2024
Déclarations de succession	998 929	1 091 718	1 134 828
Déclarations de dons papier	247 416	191 201	159 782
Déclarations de dons dématérialisées ⁽²⁾	153 144	214 248	265 961
Déclarations de cession de droits sociaux papier	129 873	123 348	131 855
Déclarations de cession de droits sociaux dématérialisées ⁽³⁾	3 521	11 002	16 678
Mutations à titre onéreux	416 141	346 620	304 241
Mutations à titre gratuit	76 705	86 366	95 801
Actes de sociétés	126 068	112 936	111 726
Autres	172 360	170 240	166 271
TOTAL	2 324 157	2 347 679	2 387 143

1 Les données de l'enregistrement concernent les déclarations et les actes enregistrés durant l'année, quelle que soit leur date de dépôt, hors direction des impôts des non résidents (DINR).

2 Ouverture du service en ligne des déclarations de dons manuels à partir de juin 2021.

3 Ouverture du service en ligne des déclarations de cessions de droits sociaux non constatées par un acte à partir de mars 2022.

LE CADASTRE

Situation au 1 ^{er} janvier	2022	2023	2024
Comptes de propriétaires	39 021 176	39 367 209	39 650 879
Locaux ¹	75 127 014	75 812 478	76 552 773
Parcelles non subdivisées et subdivisions fiscales	106 503 051	106 877 190	107 222 320
Articles du répertoire informatisé des voies et lieux-dits	7 557 402	7 594 173	7 594 173

Travaux effectués	2022	2023	2024
Plan			
Parcelles ou subdivisions fiscales remaniées	14 718	15 520	14 170
Conservation cadastrale travaux de mise à jour du plan			
Documents d'arpentage (DA)	200 580	208 385	181 256
Changements constatés	232 287	101 580	97 287
Extraits d'actes et feuillets des procès-verbaux de remembrement exploités	3 001 977	3 082 360	2 609 988
Évaluations cadastrales			
Déclarations de propriétés bâties exploitées	1 705 544	1 698 156	1 824 371
Changements relatifs aux propriétés non bâties exploitées	588 891	569 974	566 151
Délivrance d'informations			
Extraits du plan cadastral édités à partir du site « <i>cadastre.gouv.fr</i> »	18 722 761	17 332 440	17 509 288
Extraits modèles 1 et 3 ⁽²⁾	6 295 461	5 391 695	5 038 762
TOTAL DES DÉLIVRANCES D'INFORMATION	25 018 222	22 724 135	22 548 050

1 Prise en charge individualisée des dépendances à compter de 2022.

2 Inclut les extraits produits à partir du serveur professionnel des données cadastrales (SPDC), par les études notariales depuis 2004 et par les géomètres-experts depuis 2007.

Les missions de la DGFIP, en chiffres

LES RECETTES PUBLIQUES BRUTES ENCAISSÉES PAR LA DGFIP⁽¹⁾

Impôt sur le revenu	2022	2023	2024
Nombre de foyers fiscaux	40 257 184	40 748 793	41 213 279
dont nombre de foyers fiscaux imposés ⁽²⁾	17 967 468	17 842 909	18 120 872
dont nombre de foyers fiscaux non imposés ⁽²⁾	18 335 890	18 663 602	18 575 009
dont nombre de foyers fiscaux ayant bénéficié d'une restitution ⁽³⁾	3 953 826	4 242 282	4 517 398
Recettes au profit de l'État (en million d'euros)	109 781	112 076	114 451
Impôt sur la fortune immobilière	2022	2023	2024
Nombre de déclarations	163 901	175 983	186 094
Recettes au profit de l'État (en millions d'euros)	2 353	2 354	2 739
Taxe d'habitation et taxes annexes	2022	2023	2024
Nombre d'avis d'imposition	11 905 296	3 941 908	3 454 921
Recettes perçues par les collectivités territoriales (en millions d'euros) ⁽⁴⁾	3 088	4 036	4 121

1 Recettes brutes avant remboursement et dégrèvement.

2 Les données correspondent aux seules impositions primitives.

3 Il s'agit des foyers fiscaux dont le montant d'impôt, calculé à partir des éléments d'assiette, est négatif (indépendamment des acomptes éventuellement versés).

4 Dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation (TH), le montant résiduel de la TH sur les résidences principales est budgétisé. Le produit de la TH sur les résidences secondaires reste affecté aux collectivités. Les recettes correspondent aux émissions garanties aux collectivités.

Taxes foncières et taxes annexes	2022	2023	2024
Nombre d'avis d'imposition	33 298 501	33 625 610	33 748 934
Recettes perçues par les collectivités territoriales (en millions d'euros) ⁽¹⁾	46 208	50 685	53 480
TVA	2022	2023	2024
Nombre d'entreprises imposables	8 082 431	8 569 325	9 199 364
dont régime réel normal	1 612 762	1 662 253	1 705 619
dont régime réel simplifié	2 622 270	2 761 313	2 868 144
dont régimes micro BIC et spécial BNC	3 419 987	3 720 268	4 202 529
dont régime simplifié agricole	427 412	425 491	423 072
Recettes au profit de l'État (en millions d'euros)	170 919	172 800	175 306
Recettes au profit d'organismes divers (en millions d'euros) ⁽²⁾	60 967	61 057	61 848
Recettes au profit des collectivités territoriales (en millions d'euros) ⁽³⁾	40 926	52 107	52 079
TOTAL DES RECETTES DE TVA (en millions d'euros)	272 812	285 964	289 233
Impôt sur les sociétés et assimilés	2022	2023	2024
Nombre d'entreprises imposables	3 056 368	3 255 712	3 429 949
Recettes au profit de l'État (en millions d'euros) ⁽⁴⁾	88 903	84 432	85 232
CVAE⁽⁵⁾ et taxes annexes (en millions d'euros)	2022	2023	2024
Recettes au profit de l'État et autres entités	149	5 767	4 265
Recettes perçues par les collectivités territoriales	9 452	336	354
TOTAL	9 601	6 103	4 619

1 Les recettes correspondent aux émissions garanties aux collectivités.

2 Essentiellement ACOSS (agence centrale des organismes de sécurité sociale) et financement de l'audiovisuel public.

3 La forte évolution des recettes de TVA de 2022 à 2023 au profit des collectivités territoriales est la conséquence des réformes de la taxe d'habitation et de la CVAE, des reversements de TVA supplémentaires venant compenser les collectivités.

4 Dont la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés et la contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés.

5 Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. En 2023, le taux de la CVAE a été divisé par 2, passant de 0,75 % à 0,375 %. En 2024 son taux a été réduit d'un quart pour atteindre 0,28%. Seule la taxe annexe à la CVAE reste perçue par les collectivités territoriales (chambres de commerce et d'industrie).

TASCOM⁽¹⁾ (en millions d'euros)	2022	2023⁽²⁾	2024
Recettes au profit de l'État	204	214	228
Recettes perçues par les collectivités territoriales	860	958	1 014
TOTAL	1 064	1 172	1 242
CFE + Taxes annexes + IFER⁽³⁾	2022	2023	2024
Nombre d'avis d'imposition	6 173 672	6 597 426	7 084 893
Recettes perçues par les collectivités territoriales ⁽⁴⁾⁽⁵⁾ (en millions d'euros)	10 190	10 885	11 388
dont CFE + taxes annexes	8 396	8 960	9 386
dont IFER	1 794	1 925	2 003
TOTAL (en millions d'euros)	10 190	10 885	11 388
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (en millions d'euros)	2022	2023	2024
Recettes au profit de l'État ⁽⁵⁾	2 289	2 451	2 127
Recettes perçues par les collectivités territoriales ⁽⁶⁾	1 916	2 027	2 179
TOTAL	4 205	4 478	4 306

1 Taxe sur les surfaces commerciales.

2 Donnée actualisée.

3 Cotisation foncière des entreprises et imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux.

4 Les recettes correspondent aux émissions d'impôts locaux.

5 Frais de gestion (frais d'assiette et de recouvrement, frais de dégrèvement et non valeur) et frais de recouvrement d'impôt émis par voie de rôle sur prises en charge d'exercices courant, précédent et antérieurs.

6 Frais de gestion (frais d'assiette et recouvrement, frais de dégrèvement et non valeur) et frais de recouvrement des impôts locaux sur rôles, dont une partie est reversée aux collectivités territoriales pour financer le transfert de certaines compétences par l'Etat.

Enregistrement et publicité foncière (en millions d'euros)	2022	2023	2024
Mutations à titre onéreux	931	783	695
Contribution de sécurité immobilière	922	783	692
Droit départemental d'enregistrement et taxes locales additionnelles aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière	4 907	3 888	3 412
Taxe de publicité foncière			
Taxe départementale de publicité foncière	16 096	12 429	10 813
Recettes au profit de l'État	592	615	590
Mutations à titre gratuit : donations	3 357	4 294	4 947
Mutations à titre gratuit : successions	15 253	16 622	15 966
Autres recettes et pénalités	646	693	868
TOTAL	42 704	40 107	37 983

Taxe spéciale sur les conventions d'assurance (en millions d'euros)	2022	2023	2024
Recettes au profit de l'État	210	284	298
Recettes perçues par les collectivités territoriales	8 711	9 248	9 860
Recettes au profit d'organisme divers ⁽¹⁾	1 134	1 167	1 231
TOTAL	10 055	10 699	11 389

Accises sur l'électricité, les gaz naturels et les charbons⁽²⁾ (en millions d'euros)	2022	2023	2024
Recettes au profit de l'État	4 800	2 416	4 403
Recettes perçues par les collectivités territoriales	742	-	2 407
TOTAL	5 542	2 416	6 810

1 Essentiellement CNAF (Caisse nationale des allocations familiales), le fonds d'indemnisation des victimes du terrorisme et le fonds national de garantie des calamités agricoles.

2 En 2023, le bouclier tarifaire a diminué les recettes de taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) à un niveau inférieur au reversement dû aux collectivités territoriales au titre de la compensation de la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE) et de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) : l'intégralité des recettes de TICFE est donc restée à l'État, ce reversement étant financé par le mécanisme du compte d'avances aux collectivités territoriales.

Accises sur les tabacs et les alcools⁽¹⁾ (en millions d'euros)	2022⁽²⁾	2023⁽²⁾	2024
Accises sur les tabacs	14 414	14 214	13 669 ⁽³⁾
Accises sur les alcools	4 290	4 211	4 141 ⁽⁴⁾
TOTAL	18 704	18 425	17 810⁽⁵⁾
Prélèvement de solidarité et contributions sociales (en millions d'euros)⁽⁶⁾	2022	2023	2024
Prélèvement de solidarité	13 219	14 176	14 991
Contributions sociales	16 972	18 173	19 303
TOTAL	30 191	32 349	34 294
Autres impôts et taxes (en millions d'euros)	2022	2023	2024
Retenues à la source et impôt sur le revenu des non-résidents	981	1 305	1 419
Prélèvements sur revenus de capitaux mobiliers	4 033	4 969	4 542
Taxe sur les services numériques	621	680	785
Taxe générale sur les activités polluantes	1 041	1 073	1 141
Taxe sur les transactions financières	1 361	1 077	1 332
Timbre unique ⁽⁷⁾	450	490	389
Prélèvements divers sur les jeux et paris	1 155	1 206	1 321
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	371	407	457
Autres recettes au profit de l'État	5 914	3 994	4 606

1 La gestion de ces accises a été transférée de la Direction générale des douanes et droits indirectes à la DGFiP en 2024. Les premiers paiements ont eu lieu à partir de février 2024.

2 Recouvrement réalisé par la Direction générale des Douanes et Droits indirects (DGDDi).

3 Dont 2 197 millions d'euros recouverts par la DGDDi.

4 Dont 725 millions d'euros recouverts par la DGDDi.

5 Dont 2 922 millions d'euros recouverts par la DGDDi.

6 Essentiellement des administrations de Sécurité Sociale (ASSO).

7 Droits de timbre perçu lors de démarche administrative (demande de passeport, de carte d'identité, de titre de séjour, etc.).

Autres impôts et taxes (en millions d'euros)	2022	2023	2024
Taxe sur les pylônes	301	315	345
Taxes sur les transports pour le compte de la collectivité territoriale de Corse	35	36	36
Autres recettes recouvrées au profit des collectivités territoriales	191	95	85
Taxe sur les salaires	16 245	16 778	17 414
Taxes sur l'affectation des véhicules à des fins économiques ⁽¹⁾	753	688	635
Contribution versée par les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité	378	378	378
Autres recettes au profit d'organismes divers ⁽²⁾	2 492	2 627	3 842
TOTAL	36 322	36 118	38 727
Recettes non fiscales (en millions d'euros)	2022	2023	2024
Recettes au profit de l'État	23 949	25 139	23 212
Recettes recouvrées au profit des collectivités territoriales ⁽³⁾	66 501	70 964	78 454
TOTAL	90 450	96 103	101 666
Total général des recettes encaissées par la DGFIP (en millions d'euros)	2022	2023	2024
Recettes au profit de l'État	454 404	461 100	467 002
Recettes perçues par les collectivités territoriales	210 124	218 009	230 027
Recettes au profit d'organismes divers ⁽⁴⁾	98 941	100 868	119 247
TOTAL	763 469	779 977	816 276

1 Anciennement la taxe sur les véhicules de société (TVS).

2 Essentiellement : financements des infrastructures de transport, d'organismes de sécurité sociale, du sport et de l'indemnisation des victimes du terrorisme.

3 Chiffres provisoires pour 2024.

4 Dont notamment administrations de Sécurité Sociale (ASSO).

LES ACTIONS DE RECOUVREMENT (en nombre)

Impôts des particuliers	2022	2023	2024
Actions en recouvrement forcé			
Mises en demeure de payer	3 878 115	2 714 139	2 456 312
Délais de paiement accordés	889 272	688 071	625 595
Saisies administratives à tiers détenteur	5 433 042	4 528 670	4 226 882
Saisies-ventes	105 434	79 159	54 295
Saisies autres que la saisie-vente	5 388	6 421	6 619
Hypothèques légales du Trésor	45 818	49 340	54 605
Contentieux administratif défensif sur les oppositions à poursuite			
Décisions rendues	2 206	2 228	2 078
dont admissions totales ou partielles	742	748	681
dont rejets	1 464	1 480	1 397
Impôts des professionnels			
2022			
2023			
2024			
Actions en recouvrement forcé			
Mises en demeure de payer	2 260 446	2 399 751	2 457 264
Délais de paiement accordés	41 421	46 604	54 950
Saisies administratives à tiers détenteur	1 247 863	1 502 799	1 746 723
Saisies-ventes	19 836	21 345	21 363
Saisies autres que la saisie-vente	1 750	2 405	3 328
Hypothèques légales du Trésor	3 179	3 480	4 381
Contentieux administratif défensif sur les oppositions à poursuite			
Décisions rendues	699	767	745
dont admissions totales ou partielles	221	285	249
dont rejets	478	482	496
Amendes et condamnations pécuniaires			
2022			
2023			
2024			
Actions en recouvrement forcé - Actions de « masse »			
Saisies à tiers détenteur	8 862 151	11 374 072	13 256 398

LE CONTRÔLE FISCAL

Montant de l'impôt élué et des sanctions (en millions d'euros) ⁽¹⁾	2022	2023	2024
Droits et pénalités dont le recouvrement a été demandé	14 615	15 188	16 673
dont droits nets	11 950	12 630	14 038
dont pénalités (y compris les intérêts de retard)	2 665	2 559	2 635
Crédits d'impôt et taxes non remboursées (CFE ⁽²⁾ et CSP ⁽³⁾)	3 028	3 297	3 380
Détail des droits nets par impôt (en millions d'euros)			
Impôt sur les sociétés	3 422	3 186	4 140
Impôt sur le revenu	1 616	2 243	1 945
Taxe sur la valeur ajoutée	2 111	2 073	2 405
Droits d'enregistrement	2 690	2 981	3 565
Impôt sur la fortune immobilière (IFI)	353	301	312
Impôts locaux	513	473	485
Impôts divers ⁽⁴⁾	1 244	1 372	1 187
Rendement budgétaire du contrôle fiscal			
Montant des encaissements ⁽⁵⁾ suite à contrôle fiscal (en milliards d'euros)	10,6	10,6	11,4
Montant des encaissements sur amendes CJIP ⁽⁶⁾ (en millions d'euros)	522,3	0,0	0,05
Procédures avec acceptation du contribuable			
Nombre de dossiers ayant fait l'objet d'une régularisation en cours de contrôle (CFE/CSP)	53 292	59 278	66 167
Nombre de transactions avant mise en recouvrement conclues ⁽⁷⁾	4 777	4 911	5 539

1 Chiffres arrondis au million le plus proche.

2 Contrôle fiscal externe (CFE).

3 Contrôle sur pièce (CSP).

4 Dont la contribution sociale généralisée (CSG), la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) et les taxes annexes sur le chiffre d'affaires.

5 Montants encaissés au titre des contrôles fiscaux de l'année et des années antérieures, ainsi que de la relance des déclarations de succession et d'impôt sur la fortune immobilière.

6 Convention judiciaire d'intérêt public.

7 Dont en 2024 : 1 859 transactions en CSP, 3 442 transactions en CFE et 238 règlements d'ensemble.

Contrôle des fraudes les plus graves	2022	2023	2024
Montant des droits et des pénalités des opérations sur place répressives ⁽¹⁾ (en millions d'euros)	5 156	4 153	4 425
Part des opérations répressives par rapport au total du contrôle sur place	30,2 %	31,1 %	33,3 %
Nombre de perquisitions fiscales	127	165	146

Action pénale	2022	2023	2024
Nombre de dossiers transmis à l'autorité judiciaire	1 770	1 889	2 176
dont nombre de dénonciations obligatoires au Parquet	1 373	1 444	1 695
dont plaintes pour fraude fiscale (après avis favorable de la CIF)	257	268	314
dont dossiers transmis à la « police fiscale »	48	42	31
dont plaintes pour escroquerie	92	135	136
Nombre de procédures d'opposition à fonction	11	15	17
Nombre de dossiers transmis pour fraude au FDS ⁽²⁾	3 760	557	263
Nombre de CJIP relatives à la fraude fiscale	2	0	1
Nombre de CRPC ⁽³⁾ relatives à la fraude fiscale	63	57	72

Couverture du tissu fiscal	2022	2023	2024
Le contrôle des professionnels			
Contrôles sur pièces des professionnels	122 552	123 002	124 806
Contrôles sur pièces des demandes de remboursement de crédit de TVA	138 391	132 056	112 752
Opérations du bureau suite à programmation	9 554	9 145	9 304
Opérations sur place suite à programmation	28 864	29 027	28 554
Instructions sur place des demandes de remboursement de crédit de TVA	3 130	3 181	3 082
Droits d'enquête (art. L. 80 F à L. 80 J du LPF)	739	700	655
Le contrôle des particuliers			
Contrôles sur pièces de l'impôt sur le revenu	726 232	994 364	1 008 486
Contrôles sur pièces des impôts patrimoniaux	78 602	88 089	105 649
Contrôles sur pièces des brigades patrimoniales (DNVSF et DIRCOFI)	3 799	3 862	4 027
Examens de la situation fiscale personnelle	2 293	2 061	1 838

1 Application des pénalités de 40 % ou plus, défaillance comprise.

2 Fonds de solidarité.

3 Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité.

LE CONTENTIEUX

Phase administrative

Affaires reçues	2022	2023	2024
<i>Demandes de correction et réclamations au fond</i>			
Impôt sur le revenu	720 894	731 671	787 821
Taxes foncières	444 933	415 764	353 444
Taxe d'habitation	739 318	840 779	883 196
Impôt sur les sociétés et autres impôts directs d'État	38 260	35 156	37 691
Contribution économique territoriale et plafonnement en fonction de la valeur ajoutée	171 531	184 766	212 375
Taxes sur le chiffre d'affaires	37 236	38 558	41 454
Taxe sur les locaux vacants	120 463	192 556	340 017
Droits d'enregistrement	12 114	13 404	15 531
Contribution à l'audiovisuel public	168 350	13 765	2 225
Bouclier fiscal	4	4	2
Prélèvement à la source	21 515	16 848	16 876
TOTAL (a)	2 474 618	2 483 271	2 690 632
<i>Demandes gracieuses</i>			
Impôt sur le revenu	42 680	37 982	35 334
Taxes foncières	34 654	30 725	27 805
Taxe d'habitation	29 781	18 258	12 770
Impôt sur les sociétés et autres impôts directs d'État	34 500	39 016	41 760
Contribution économique territoriale	13 865	14 379	16 446
Taxes sur le chiffre d'affaires	176 460	179 279	184 195
Droits d'enregistrement	7 371	7 235	7 921
Contribution à l'audiovisuel public	54 759	15 687	6 201
Prélèvement à la source	904	25 257	21 723
TOTAL (b)	394 974	367 818	354 155
TOTAL GÉNÉRAL (a) + (b)	2 869 592	2 851 089	3 044 787

Affaires traitées	2022	2023	2024
<i>Demandes de correction et réclamations au fond</i>			
Impôt sur le revenu	730 999	742 076	781 091
Taxes foncières	469 194	432 786	401 060
Taxe d'habitation	767 304	855 758	931 190
Impôt sur les sociétés et autres impôts directs d'État	41 828	37 388	36 248
Contribution économique territoriale et plafonnement en fonction de la valeur ajoutée	178 180	194 756	220 461
Taxes sur le chiffre d'affaires	37 003	38 620	41 254
Taxe sur les locaux vacants	128 463	198 372	354 932
Droits d'enregistrement	13 362	14 560	16 651
Contribution à l'audiovisuel public	178 867	14 517	2 373
Bouclier fiscal	5	7	1
Prélèvement à la source	21 879	17 145	17 181
TOTAL (c)⁽¹⁾	2 567 084	2 545 985	2 802 442
<i>Demandes gracieuses</i>			
Impôt sur le revenu	44 967	39 792	37 553
Taxes foncières	37 823	32 577	30 224
Taxe d'habitation	31 986	19 546	13 643
Impôt sur les sociétés et autres impôts directs d'État	34 845	40 006	42 936
Contribution économique territoriale	14 734	14 658	16 774
Taxes sur le chiffre d'affaires	175 439	181 566	186 260
Droits d'enregistrement	7 799	7 594	8 297
Contribution à l'audiovisuel public	60 425	16 778	6 580
Prélèvement à la source	779	25 575	22 283
TOTAL (d)	408 797	378 092	364 550
Décisions de dégrèvements prises d'office (tous les impôts y compris la contribution à l'audiovisuel public)	841 548	660 041	591 200
Réponses écrites à des demandes de renseignements	58 864	48 501	45 793
TOTAL (e)	900 412	708 542	636 993
TOTAL GÉNÉRAL (c) + (d) + (e)	3 876 293	3 632 619	3 803 985

1 Une grande partie de ces affaires traitées correspond à des corrections d'erreurs conduisant à réduire l'impôt dû sans contestation au fond des règles d'imposition.

Phase juridictionnelle	2022	2023	2024
Affaires déposées			
<i>Juridictions administratives</i>			
Tribunaux administratifs	10 346	9 064	9 572
Cours administratives d'appel	2 149	1 842	1 981
Conseil d'État	322	326	266
TOTAL (f)	12 817	11 232	11 819
<i>Juridictions judiciaires</i>			
Tribunaux judiciaires	534	504	471
Cours d'appel	437	296	254
Cour de cassation	158	78	46
TOTAL (g)	1 129	878	771
TOTAL GÉNÉRAL (f) + (g)	13 946	12 110	12 590
Procédures amiables			
Ouvertures	280	313	314
Clôtures	239	341	333
Stock en fin d'année	949	894	869

LES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT PAYÉES PAR LA DGFIP (en millions d'euros)

Ventilation des dépenses	2022	2023	2024
Budget général	578 579	592 030	585 120
dont dépenses d'intervention	49,1%	49,4%	47,8%
dont dépenses de personnel	24,0%	24,5%	26,1%
dont charges de la dette	8,9%	9,3%	8,6%
dont dépenses de fonctionnement	14,4%	13,1%	13,7%
dont dépenses d'investissement	2,9%	3,2%	3,4%
dont pouvoirs publics	0,2%	0,2%	0,2%
dont dépenses d'opérations financières	0,5%	0,5%	0,2%
Comptes spéciaux dotés et non dotés	267 727	285 379	282 947
TOTAL	846 306	877 409	868 067

LES DÉPENSES DU SECTEUR PUBLIC LOCAL⁽¹⁾ PAYÉES PAR LA DGFIP

Dépenses réelles totales (en millions d'euros)	2022	2023	2024
Régions ⁽²⁾	38 441	39 999	41 916
Départements ⁽³⁾	77 774	81 217	83 452
Communes ⁽⁴⁾	107 978	113 170	119 104
Groupements à fiscalité propre (GFP)	40 867	42 205	45 357
TOTAL	265 060	276 591	289 829

Dépenses d'investissement (en millions d'euros)	2022	2023	2024
Régions ⁽²⁾	15 202	15 941	17 014
Départements ⁽³⁾	16 234	16 449	15 966
Communes ⁽⁴⁾	31 279	33 620	36 190
Groupements à fiscalité propre (GFP)	13 680	14 215	15 734
TOTAL	76 395	80 225	84 904

1 Hors dépenses des hôpitaux, syndicats (communaux et intercommunaux...) et hors budgets annexes.

2 Y compris la collectivité territoriale de Corse et les CTU de Guyane et de Martinique.

3 Y compris la Métropole de Lyon.

4 Y compris Ville de Paris issue de la fusion de la commune et du département de Paris.

LES DÉPENSES DE L'ÉTAT – CAS⁽¹⁾ PENSIONS

Dépenses (en millions d'euros)	2022	2023	2024
Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	58 838	60 938	64 451
Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 475	1 363	1 351

Recettes (en millions d'euros)	2022	2023	2024
Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	58 315	59780 ⁽²⁾	61 227
Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 477	1 352	1 349

1 Compte d'affectation spéciale.

2 Donnée actualisée.

LE DOMAINE

Domaine immobilier de l'État	2022	2023	2024
Parc immobilier de l'État valorisé par la DGFIP (en millions d'euros)	72 675	73 128	70 789
Montant des redevances domaniales (en millions d'euros)	714	1 028	1 690

Réalisation d'opérations immobilières

Cessions réalisées	661	645	549
Acquisitions	225	268	261
Prises à bail	2 899	3 344	3 561
Produit des cessions (en millions d'euros)	157	366	199

Interventions immobilières

Évaluations	81 635	80 600	80 825
Expropriations : décisions rendues	1 626	1 833	1 647

Domaine mobilier de l'État	2022	2023	2024
Aliénations (nombre de lots vendus)	40 260	35 365	36 258
Produit des cessions (en millions d'euros)	101	102	108
Nombre de dons publiés sur le site <i>dons.encheres-domaine.gouv.fr</i>	11 300	10 000	30 458

Gestion des patrimoines privés	2022	2023	2024
Dossiers de successions vacantes restant à traiter par les pôles GPP ¹	36 178	35 986	36 971
Montant des actifs réalisés par les pôles GPP (en millions d'euros)	335	357	377

¹ Gestion des patrimoines privés.

LES ACTIONS INTERNATIONALES

	2022	2023	2024
Nombre de missions	121	202	204
Nombre d'experts mobilisés	217	293	380
Nombre de jours d'expertise mobilisée :	1 035	1 020	896
dont jours d'expertise DGFIP sur des programmes de coopération bilatéraux et autres bailleurs	725	782	570
dont jours d'expertise DGFIP pour des travaux internationaux (OCDE ⁽¹⁾ , IOTA ⁽²⁾ , CIAT ⁽³⁾ , CREDAF ⁽⁴⁾ , AIST ⁽⁵⁾ , TADEUS ⁽⁶⁾)	-	238	326
Nombre de séminaires organisés	14	8	4
Nombre de délégations accueillies	32	31	29
Nombre de visiteurs accueillis	139	353	282
Accueils en formation (nombre de fonctionnaires accueillis, notamment à l'École nationale des Finances publiques)	51	41	43
Projets d'assistance technique dont jumelages, appels d'offres et contrats de gré à gré...	25	23	21
Nombre d'experts détachés	15	22	19
Travaux Benchmark	18	73	100
Attractivité : Nombre de saisines ⁽⁷⁾	437	530	513

1 OCDE : Organisation de coopération et de développement économique et notamment son Forum des administrations fiscales.

2 IOTA : Organisation intra-européenne des administrations fiscales.

3 CIAT : Centre inter-américain des administrations fiscales.

4 CREDAF : Cercle de Réflexion des Dirigeants d'Administrations fiscales Francophones.

5 AIST : Association Internationale des Services du Trésor.

6 TADEUS : Sommet Européen des Dirigeants d'Administration Fiscale.

7 Nombre de saisines BALF tax4Business.

Un réseau et des moyens

LE BUDGET DE LA DGFIP

Dépenses budgétaires (crédits de paiements, en millions d'euros)	2022	2023	2024
Dépenses de personnel, y compris Direction de la législation fiscale	6 617	6 687	6 744
dont rémunérations	4 022	4 049	4 104
dont cotisations et contributions sociales	2 551	2 568	2 586
dont prestations sociales et allocations diverses	44	70	54
Dépenses de fonctionnement et d'investissement	1 031	1 183	1 216
dont dépenses informatiques	321	417	460
dont dépenses métiers	314	333	338
dont dépenses immobilières	303	320	313
dont dépenses de fonctionnement courant	93	114	105
TOTAL GÉNÉRAL	7 648	7 870	7 959

LES EFFECTIFS

Effectifs ⁽¹⁾ par quotité de temps de travail ⁽²⁾	A	B	C	Total
Agents à temps plein	92,4 %	84,0 %	79,8 %	85,9 %
Agents à temps partiel	7,6 %	16,0 %	20,2 %	14,1 %

Effectifs ⁽¹⁾ par catégorie	A	B	C	Total
Moins de 30 ans	1 610	1 359	1 847	5,39 % des effectifs
Hommes	792	765	790	2 347
Femmes	818	594	1057	2 469
De 30 à 50 ans	14 096	15 768	11 387	46,13 % des effectifs
Hommes	6 728	6 837	4 122	17 687
Femmes	7368	8 931	7 265	23 564
Plus de 50 ans	15 403	20 203	7 747	48,48 % des effectifs
Hommes	7 622	8 036	3 103	18 761
Femmes	7 781	12 167	4 644	24 592
TOTAL	31 109	37 330	20 981	89 420
Hommes	15 142	15 638	8 015	38 795
Femmes	15 967	21 692	12 966	50 625
% de femmes	51,3 %	58,1 %	61,8 %	56,6 %
% des catégories	34,8 %	41,7 %	23,5 %	100,0 %

Effectifs contractuels ⁽³⁾ par catégorie	A	B	C	Total
TOTAL	741	1 274	2 343	4 358
Hommes	483	346	512	1 341
Femmes	258	928	1 831	3 017
% de femmes	34,8 %	72,8 %	78,1 %	69,2 %
% des catégories	17,0 %	29,2 %	53,8 %	100,0 %

1 Hors non titulaires (contractuels, agents contractuels de droit public affectés aux fonctions d'entretien, de gardiennage ou de restauration...) et ouvriers du cadastre inclus.

2 Effectifs physiques payés hors congés longue durée (CLD).

3 Contractuels de droit privé et public payés (hors ouvriers du cadastre) - Stock au 31/12/2024.

LA FORMATION

Nombre de stagiaires	2022	2023	2024
Formation statutaire (ex initiale)	9 107	9 420	10 523
Formation continue	336 007	258 909	247 394
Préparation aux concours	11 712	11 033	12 096

LES CONCOURS ET EXAMENS

Catégorie A	Inscrits	Présents	Admis sur listes principales
Concours d'inspecteur principal	1 858	1 602	193
Concours d'inspecteur externe	7 340	4 573	1 038
Concours d'inspecteur interne	4 521	3 084	346
Concours d'inspecteur-analyste externe	444	110	25
Concours d'inspecteur-analyste interne	180	92	22
Concours d'inspecteur-programmeur système d'exploitation externe	796	90	14
Concours d'inspecteur-programmeur système d'exploitation interne	155	81	14
Examen professionnel d'inspecteur	3 916	2 964	165
TOTAL	19 210	12 596	1 817

Catégorie B	Inscrits	Présents	Admis sur listes principales
Concours de contrôleur principal	3 615	2 861	332
Concours de contrôleur 1ère classe	3 886	3 156	370
Concours de contrôleur externe	10 535	7 375	1 151
Concours de contrôleur interne	2 865	1 966	539
Concours de contrôleur interne spécial	1 942	1 550	359
Concours de contrôleur programmeur externe	836	213	36
Concours de contrôleur programmeur interne	83	31	13
TOTAL	23 762	17 152	2 800

Catégorie B Cadastre	Inscrits	Présents	Admis sur listes principales
Concours de technicien géomètre externe	322	63	23
Concours de technicien géomètre interne	26	7	5
Examen professionnel de géomètre principal	47	31	6
Examen professionnel de géomètre	77	45	8
Examen professionnel de technicien géomètre	5	3	1
TOTAL	477	149	43

Catégorie C	Inscrits	Présents	Admis sur listes principales
Concours d'agent administratif externe	13 088	6 043	918
Concours d'agent administratif interne	878	421	130
Examen professionnel d'agent technique principal 2ème classe	14	14	10
Examen professionnel d'agent administratif principal 2ème classe	15	8	8
TOTAL	13 995	6 486	1 066

TOTAL GÉNÉRAL	57 444	36 383	5 726
----------------------	---------------	---------------	--------------

INDICATEURS DE PERFORMANCE

Objectifs et indicateurs associés du dispositif de performance **Résultats 2022** **Résultats 2023** **Résultats 2024**

OBJECTIF 1 : améliorer l'efficacité de la lutte contre la fraude fiscale et du traitement des dépenses publiques et contribuer à l'accessibilité et à la clarté de la norme fiscale

Indicateur 1.1 : Efficacité de la lutte contre la fraude fiscale

1.1.1 Part des contrôles des professionnels ciblés par Intelligence Artificielle (IA) et data mining [CF-51]	52,36 %	55,98 %	56,04 %
1.1.2 Part des contrôles des particuliers ciblés par Intelligence Artificielle (IA) et data mining [CF-61] ⁽¹⁾	-	40,27 % ⁽²⁾	52,97 %
1.1.3 Part des dossiers répressifs transmis au Parquet [CF-57]	9,12 %	9,41 %	10,67 %
1.1.4 Part des opérations en fiscalité internationale [CF-33]	15,05 %	15,08 %	16,61 %
1.1.5 Taux net de recouvrement DGFIP en droits en pénalités sur créances de contrôle fiscal (CFE et CSP) prises en charge en N-1 [CF-41]	71,31 %	70,21 %	72,08 %

Indicateur 1.2 : Traitement des dépenses publiques

1.2.1 Nombre de centres de gestion financière mis en place [CE-14]	23	30	42
1.2.2 Nombre de SFACT dans le secteur public local et hospitalier [CL-33] ⁽¹⁾	18	22	24

Indicateur 1.3 : Délais de production de la doctrine fiscale opposable à l'administration

1.3.1 Pourcentage des textes réglementaires publiés dans le délai de 6 mois après l'entrée en vigueur du texte auxquels ils se rapportent [DLF-03] ⁽²⁾	80 %	73,7 %	78,0 %
1.3.2 Pourcentage des instructions fiscales publiées dans le délai de 6 mois après l'entrée en vigueur du texte appliqué [DLF-02]	66,7 %	73,7 %	81,55 %

OBJECTIF 2 : renforcer la qualité de service au profit des usagers et des partenaires

Indicateur 2.1 : Proximité de l'administration, relation de confiance, rapidité et qualité de la transmission des informations aux usagers

2.1.1 Pourcentage d'augmentation du nombre de communes avec un accueil de proximité DGFIP [SPiB-06]	+50 %	+53 %	+55 %
2.1.2 Part des contrôles se concluant par acceptation du contribuable [CF-56]	40,79 %	42,46 %	44,56 %
2.1.3 Taux de réponse de la DGFIP aux demandes de rescrit dans le délai de trois mois (rescrit général) [JF-10]	94,13 %	93,89 %	94,73 %

1 Nouvel indicateur ou sous-indicateur issu du PAP 2024 (P156).

2 Résultat actualisé.

	Résultats 2022	Résultats 2023	Résultats 2024
2.1.4 Taux de satisfaction des entreprises bénéficiant d'un partenariat fiscal [JF-11]	90,80 %	88,10 %	96,0 %
2.1.5 Indice de satisfaction des collectivités territoriales et des établissements de santé concernant les prestations des CDL, des SGC et des trésoreries hospitalières [CL-29] ⁽¹⁾	88,26 %	90,60 %	89,40 %
dont pour les CDL	-	-	92,1 %
dont pour les SGC	-	-	86,2 %
dont pour les trésoreries hospitalières	-	-	89,8 %
2.1.6 Indicateur de qualité de service [IQS]	81,7 %	80,4 %	84,3 %
2.1.7 Réduction de la durée d'indisponibilité des applications informatiques usagers (par rapport à 2022) [SI-26] ¹	-	-	-30,04 %
2.1.8 Taux de respect du délai d'un mois pour la réponse aux demandes d'évaluation réglementaire adressées aux services du Domaine [FD-13]	92,51 %	92,69 %	94,6 %
2.1.9 Taux de dématérialisation des procédures foncières [GF-54] ⁽¹⁾	-	-	20,72 %

Indicateur 2.2 : Qualité des comptes publics

2.2.1 Indicateur de pilotage comptable (IPC) [CL-08 IPC]	80,15/100	81,17/100	83,68/100
--	-----------	-----------	-----------

Indicateur 2.3 : Délai de paiement des dépenses publiques (en nombre de jours)

2.3.1 Délai global de paiement des dépenses de l'État [CE-05]	13,86	14,46	14,21
2.3.2 Délai de paiement par les comptables des dépenses du secteur local [CL-11]	5,7	5,75	4,79

OBJECTIF 3 : maîtriser les coûts de gestion de la DGFiP au profit d'une efficacité accrue

Indicateur 3.1 : Taux d'intervention et d'évolution de la productivité

3.1.1 Taux d'intervention sur l'impôt [SPIB-01]	0,67 %	0,58 % ⁽²⁾	0,54 % ⁽³⁾
3.1.2 Taux d'intervention sur la dépense publique [SPIB-17]	0,08 %	0,09 % ⁽¹⁾	0,09 % ⁽³⁾
3.1.3 Taux annuel d'évolution de la productivité globale [SPIB-04]	7,05 %	5,96 % ⁽²⁾	1,62 % ⁽³⁾

OBJECTIF 4 : réduire l'empreinte carbone de nos déplacements

Indicateur 4.1 : Réduire l'impact des déplacements professionnels⁽¹⁾

	Résultats 2022	Résultats 2023	Résultats 2024
4.1.1 Part du parc immobilier composé de véhicules électriques [SPIB-24] ⁽¹⁾	-	25,0 %	48,0 %

Source : Rapport annuel de performance 2024 du programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local ».

1 Nouvel indicateur ou sous-indicateur issu du PAP 2024 (P156).

2 Résultat actualisé.

3 Résultat provisoire.

Retrouvez les Finances publiques sur



Direction générale des Finances publiques - Juin 2025